

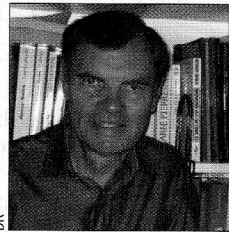
# Français en rupture

*L'analyse annuelle du sociologue Gérard Mermet sur les Français est une mine d'informations. Des confirmations, mais aussi des surprises, comme sur le pouvoir d'achat : en dix ans, il a crû de 25 % ! Extraits (p. 342-343).*

“ Le niveau de vie des Français a connu une augmentation sensible et quasi ininterrompue depuis des décennies, en même temps que le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages. En 2006, dernier chiffre connu, il était en moyenne de 20 600 euros, soit une progression de 25 % hors inflation depuis 1996. Toutes les catégories sociales ont profité de cette amélioration, mais c'est aux deux extrémités de la pyramide sociale qu'elle a été la plus favorable, au détriment des classes moyennes.

[Pourtant] la grande majorité des Français sont convaincus d'une baisse continue de leur pouvoir d'achat. Pour approcher la réalité, complexe, il convient tout d'abord de définir l'indicateur de revenu considéré. Si les Français observent surtout l'évolution de leurs salaires (ou de leurs pensions de retraite), il paraît plus juste de considérer le revenu disponible global des ménages. Il rassemble en effet toutes les sources de revenus, salariales et non salariales, de tous les membres du foyer, après charges et prestations sociales, et après impôts. Il représente donc ce dont le ménage dispose in fine pour vivre (consommer et épargner). Selon cette approche, le pouvoir d'achat des Français n'a cessé d'augmenter au fil des années, y compris pendant celles de « crise ». Il a environ doublé en monnaie constante (après prise en compte de l'inflation globale) entre 1970 et 2007. L'accroissement est même sensiblement supérieur si l'on compare l'évolution du revenu à celle du temps de travail.

Il faut cependant préciser que cet accroissement moyen des revenus réels cache de fortes disparités.



*« Pour les classes moyennes, la part des dépenses contraintes représente aujourd'hui 38 % des dépenses, contre 21 % en 1979. »*

*Gérard Mermet,  
sociologue.*

L'inflation, par exemple, pèse plus lourdement sur les ménages modestes qui, dans les années 2000, ont davantage subi les fortes hausses des loyers et de l'énergie. Pour le grand public, la notion de pouvoir d'achat est souvent associée au budget restant au ménage une fois déduites les dépenses « contraintes ». Ainsi, la part de certaines dépenses contraintes (loyers, charges courantes du logement, primes d'assurances, impôts et remboursements de crédits), rapportées au revenu avant impôt, est passée de 41 à 45 % entre 2001 et 2006. Pour les 20 % des ménages les moins aisés, elles ont progressé de 25 %, soit plus de 20 % de plus que leur revenu, dont elles représentent désormais les trois quarts. En revanche, la part de ces dépenses a diminué de 4 % pour les 20 % des ménages les plus riches. Pour les classes moyennes, elles représentent aujourd'hui 38 % des dépenses, contre seulement 21 % en 1979. Après paiement des dépenses d'alimentation, de transport, de santé et d'éducation, il reste environ 300 euros à une personne disposant du revenu médian de 1 500 euros par mois pour l'habillement, les achats d'équipement du foyer, les loisirs et les vacances.

L'autre explication de leur sentiment de paupérisation est que les hauts revenus ont davantage augmenté que ceux des classes moyennes ; la part des dépenses dites « contraintes » a par ailleurs moins progressé pour cette catégorie la plus aisée (27 %, contre 20 % en 1980). Ce sentiment de fragilité, de précarité et d'instabilité rend les populations pessimistes quant à leur avenir et à leur possibilité d'ascension sociale. Une impression partagée par tous les Français.